

La Grande Conversation

La revue de **Terra Nova**

ÉLECTIONS MUNICIPALES 2026

Élections municipales 2026, convergence des priorités et divergence des mots pour le dire ?

Politique

Par Jean-François Martins

Publié le 8 juillet 2026

Ancien élu local, expert en communication publique et politique

Le résultat des élections municipales a été largement analysé à travers les chiffres et la géographie. Mais on s'est peu interrogé sur le contenu de la campagne elle-même. Qu'ont dit les candidates et candidats ? Sur quelles promesses ont-ils été élus ? En analysant les prospectus de campagne, on obtient un tableau original des sujets qui dominent les campagnes, même quand ils ne relèvent pas directement des compétences locales.

Il existe deux conventions, ou deux poncifs, sur les élections municipales et sur la vie politique de ces dernières années.

La première voudrait que l'élection municipale soit une élection de pragmatisme, de "pieds dans la terre", de vrais enjeux locaux et concrets. De ce fait, elle serait une élection relativement dépolitisée.

La seconde voudrait qu'en particulier depuis l'émergence du macronisme en 2017, les partis politiques convergent de plus en plus, au point de dire à peu près la même chose au niveau national comme au niveau local.

À ce titre, les élections municipales constituent un bon moment de tension démocratique pour vérifier si les débats publics locaux produisent effectivement une convergence des thèmes, des sémantiques et des centres d'intérêt, indépendamment des étiquettes politiques. Autrement dit : une fois dépassés les plateaux télé, les meetings et les mots d'ordre nationaux, les partis politiques défendent-ils finalement la même chose localement ?

C'est avec l'envie de tester ces deux idées reçues que nous avons conduit un travail d'analyse des professions de foi des candidats aux élections municipales dans les villes de plus de 20 000 habitants, à partir des documents déposés sur les plateformes préfectorales.

À partir d'un corpus de **782 professions de foi exploitables**, réparties sur plus de **221 communes**, nous avons mené une analyse thématique et sémantique des mots employés par les candidats. Ces professions de foi constituent un matériau singulier : un document court, adressé à tous les électeurs, souvent le dernier document de campagne reçu avant le vote. Elles permettent d'observer les thèmes, les priorités et les mots sur lesquels les candidats cherchent à appuyer leur singularité. (Voir la présentation de la méthodologie générale en fin de document)

Cet objet donne donc un corpus original pour comprendre les mots du politique, les préoccupations locales et les

recompositions nationales qui traversent les élections municipales.

1. Préoccupations locales et thèmes de campagne : les candidats aux municipales et le dépassement de fonction

Pour comprendre les priorités mises en avant par les candidats, nous avons construit un *thésaurus* de 15 grandes catégories thématiques à partir des mots et expressions présents dans les professions de foi. La démarche est inductive : les termes récurrents du corpus ont d'abord été extraits, puis regroupés en familles thématiques cohérentes afin de mesurer la présence et l'intensité des grands sujets de campagne. Il ne s'agit donc pas d'appliquer une grille sémantique extérieure aux textes, mais de structurer les fréquences et les pressions observées dans le corpus.

Une première analyse de la présence des thèmes dans les documents de propagande électorale révèle trois tendances relativement évidentes mais désormais documentées :

1.1 Les professions de foi sont des documents « touche à tout » qui doivent tenter d'aborder le plus de thèmes possibles

Les professions de foi sont des documents "touche-à-tout" : elles doivent donner le sentiment qu'un candidat couvre l'ensemble des enjeux municipaux et des leviers électoraux. Cette logique se vérifie fortement dans le corpus : sur les 15

thèmes retenus, 11 apparaissent dans plus de deux textes sur trois, et tous apparaissent dans plus de la moitié des professions de foi. En moyenne, chaque document aborde 11,4 thèmes sur 15.

L'analyse de la stricte présence des thèmes donne malgré tout une première idée des priorités politiques communément partagées.

Un premier bloc de thèmes apparaît très largement dans les professions de foi, toutes familles politiques confondues : le logement / urbanisme est présent dans **95,4 %** des professions de foi, l'éducation / enfance / jeunesse dans **90,4 %**, l'environnement / écologie dans **87,0 %**, la sécurité / ordre / tranquillité dans **86,4 %**, le développement économique / emploi / commerce dans **86,4 %**, la santé / soins dans **84,4 %**, la solidarité / action sociale dans **81,2 %**, la culture / patrimoine dans **77,5 %** et les mobilités / stationnement dans **77,1 %**.

Un deuxième groupe de thèmes, toujours présent dans plus d'une profession de foi sur deux, apparaît toutefois moins systématique. C'est le cas du sport, présent dans **71,7 %** des textes, de la participation / démocratie locale (**70,8 %**), de la fiscalité / finances (**66,6 %**), des seniors / autonomie (**56,8 %**), du cadre de vie / propriété (**54,7 %**) et des services publics (**51,7 %**).

La présence d'un thème ne suffit donc pas à le qualifier de priorité ni pour l'ensemble ni pour les groupes politiques, elle doit être complétée par une mesure de pression, c'est-à-dire par l'intensité avec laquelle le thème est développé (le nombre d'occurrences des mots du thème dans les documents).

1.2 L'analyse en pression thématique change légèrement l'ordre des priorités mais surtout clarifie l'importance relative

Si l'analyse en présence permet de comprendre les thèmes que les candidats estiment devoir aborder, l'analyse en pression permet de distinguer les sujets simplement mentionnés de ceux qui sont réellement développés. Autrement dit, elle permet de passer des "cases à cocher" aux thèmes qui structurent plus fortement les professions de foi.

Le changement de perspective est éclairant. En présence, les écarts entre thèmes restent relativement contenus : le thème le plus présent, le logement / urbanisme, apparaît dans 95,4 % des professions de foi, tandis que le moins présent, les services publics, apparaît tout de même dans 51,7 % des textes. Le premier thème est donc moins de deux fois plus présent que le dernier.

En pression, l'écart devient beaucoup plus net : l'éducation / enfance / jeunesse (thème le plus « intense ») atteint 8,47 occurrences moyennes par profession de foi, le logement / urbanisme 8,13, tandis que les services publics (thème le moins intense) ne représentent que 0,73 occurrence moyenne. Le thème le plus développé est donc plus de onze fois plus intensément mobilisé que le dernier.

Cette analyse confirme d'abord la centralité de deux piliers programmatiques : l'éducation / enfance / jeunesse et le logement / urbanisme. Ces deux thèmes ne sont pas seulement très présents, ils sont aussi les plus développés.

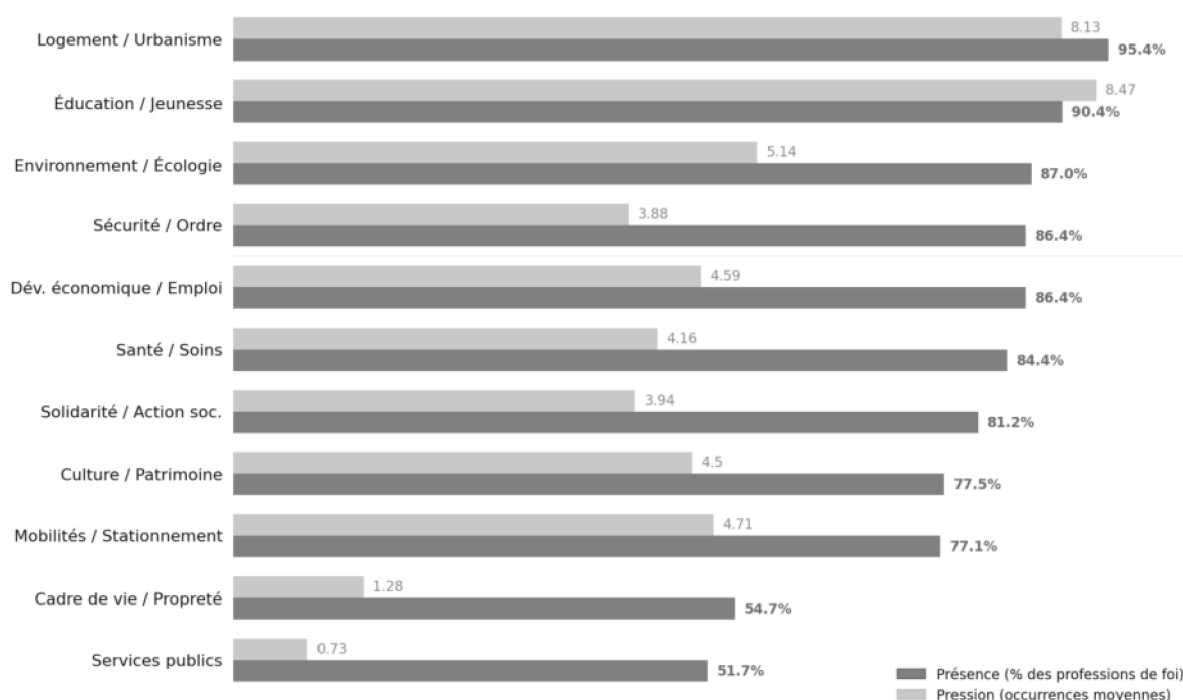
L'environnement / écologie arrive ensuite avec 5,14 occurrences moyennes, suivi des mobilités / stationnement (4,71), du développement économique / emploi / commerce (4,59), de la culture / patrimoine (4,50), de la santé / soins (4,16), de la solidarité / action sociale (3,94) et de la sécurité / ordre / tranquillité (3,88).

La comparaison entre présence et pression fait également apparaître des décalages intéressants. La sécurité, par exemple, est très largement présente, puisqu'elle apparaît dans 86,4 % des textes, mais elle n'arrive qu'au neuvième rang en pression.

Elle fonctionne donc comme un thème quasi incontournable, mais pas toujours comme le cœur communément développé des professions de foi. À l'inverse, les mobilités / stationnement ne sont qu'au neuvième rang en présence, mais remontent au quatrième rang en pression : lorsqu'elles sont abordées, elles sont souvent traitées de manière plus substantielle.

L'analyse combinée de la fréquence et de la pression permet donc de distinguer une première carte des thèmes "cases à cocher", qu'il faut signaler parce qu'ils sont attendus, et des thèmes réellement investis, parce qu'ils font l'objet d'un développement plus important. Cette distinction sera particulièrement utile pour analyser ensuite les différences entre blocs et nuances politiques : ce n'est pas le choix des thèmes qui sépare les familles politiques, mais l'intensité avec laquelle elles les travaillent.

01 - Présence vs Pression des thèmes
Élections municipales 2026 — 782 professions de foi analysées



↳ Sécurité (86,4 % de présence) chute au rang 9 en pression.
Mobilités remontent du rang 9 au rang 4 : traitées en profondeur quand abordées.

1.3 Des priorités qui dépassent la compétence communale.

La hiérarchie des thèmes montre que les professions de foi ne reflètent pas seulement l'organigramme des compétences communales. Elles ne sont pas un programme de gestion administrative des villes, mais bien une tentative de capter les urgences vécues par les habitants, que les candidats estiment devoir prendre en charge politiquement, même lorsque les leviers sont partagés, indirects ou partiellement extérieurs à la commune.

Le cas le plus clair est celui de la santé : elle apparaît dans 84,4 % des professions de foi et atteint 4,16 occurrences moyennes par texte. Autrement dit, l'accès aux soins, les médecins, les centres de santé ou les déserts médicaux sont devenus des objets de campagne municipale à part entière, y compris dans le périmètre de notre étude, les villes de plus de 20 000 habitants.

La sécurité relève d'une logique proche. Elle est bien un sujet municipal, notamment à travers la police municipale, la tranquillité publique, la vidéoprotection ou la prévention. Mais elle déborde aussi largement la seule compétence communale dès lors qu'elle touche à l'ordre public, à la délinquance ou à la demande générale de protection. Or elle apparaît dans 86,4 % des professions de foi. Elle constitue donc l'un des exemples les plus nets de ces sujets coproduits, à la fois municipaux et nationaux, que les candidats doivent impérativement intégrer à leur offre locale.

À l'inverse, certains objets très directement municipaux apparaissent relativement moins investis. Le cadre de vie / propreté, pourtant au cœur de l'expérience communale, n'est présent que dans 54,7 % des textes et ne représente que 1,28 occurrence moyenne par profession de foi. Les services publics ne sont présents que dans 51,7 % des textes et atteignent seulement 0,73 occurrence moyenne. Les seniors / autonomie, malgré leur poids démographique et électoral, n'apparaissent que dans 56,8 % des professions de foi.

Les trottoirs, les poubelles, la propreté, les bancs, les espaces publics quotidiens sont moins présents que la santé ou la sécurité, alors qu'ils constituent l'une des expériences les plus immédiates de la commune. Ce contraste suggère que les candidats ne hiérarchisent pas les sujets selon la carte administrative des compétences, mais selon une carte plus politique des inquiétudes et des attentes : se soigner, se loger, protéger ses enfants, vivre en sécurité.

1.4. Priorités partagées, nouvelle langue commune et postures différenciées

Cette convergence des priorités et cette pression différentielle dessine les consensus d'attentes thématiques de nos concitoyens à l'échelon local, mais ces professions de foi racontent bien plus que des choix de politiques publiques, elles traduisent des postures ou des ethos qui méritent aussi d'être analysés. Depuis 2017, le macronisme a parfois été décrit comme un accélérateur de novlangue politique, au sens orwellien du terme. La perception d'une accumulation de formules vides de sens ou fourre-tout dans le discours public a pu lassé nos concitoyens et participé du désengagement démocratique.

L'analyse des textes des professions de foi est, là encore, relativement éclairante tant elle dessine un profil supposément attendu du maire mais aussi des intensités internes aux sujets différemment réparti. Pour identifier cette langue commune, nous avons retiré de l'analyse les thèmes de politiques publiques, les mesures concrètes et les objets territoriaux trop génériques, afin d'isoler la grammaire de posture associée à la figure attendue du maire.

Cette exploration souligne qu'il existe bien une possible novlangue des élus locaux : un discours de la méthode, de la

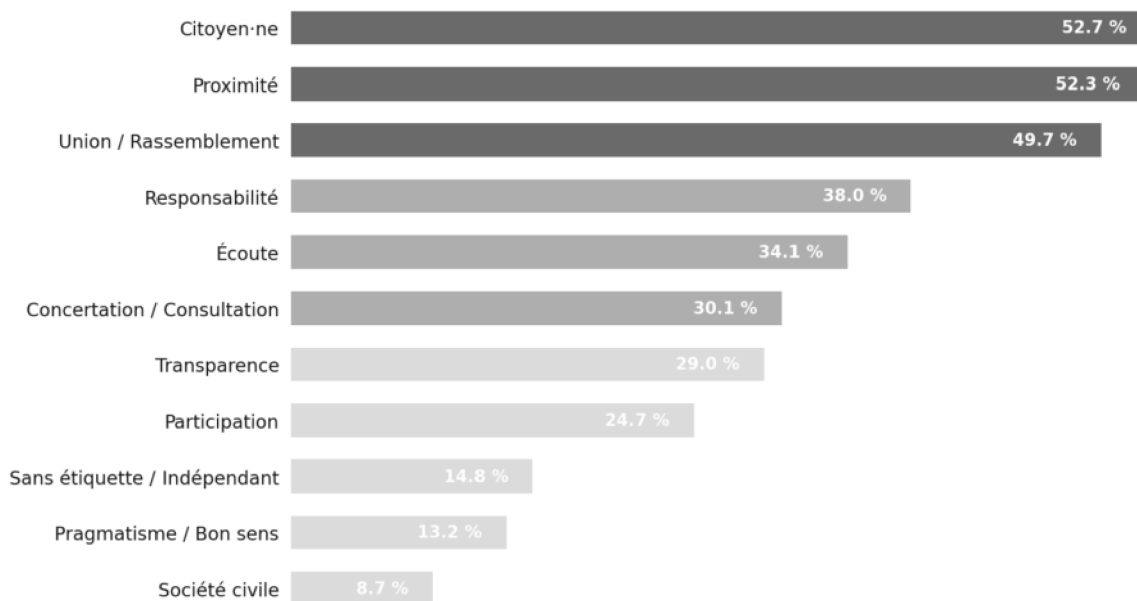
proximité, de la responsabilité et de l'écoute

1.5 Une langue commune du maire idéal

Une fois retirés les thèmes de politiques publiques et les mesures concrètes, quelques registres apparaissent avec une fréquence notable : citoyen.ne dans **52,7 %** des textes, proximité dans **52,3 %**, union / rassemblement dans **49,7 %**, responsabilité dans **38,0 %**, écoute dans **34,1 %**, concertation / consultation dans **30,1 %** et transparence dans **29,0 %**. D'autres registres sont moins massifs mais politiquement intéressants : participation apparaît dans **24,7 %** des textes, indépendant / sans étiquette dans **14,8 %**, pragmatisme / bon sens dans **13,2 %**, société civile dans **8,7 %**.

Ces mots disent moins des contenus programmatiques que des manières d'habiter la fonction municipale. Ils dessinent une tentative de dépolitisation apparente des thèmes par la manière de les aborder : gouverner "avec les citoyens", agir "en proximité", décider "dans la concertation", répondre avec "pragmatisme" ou "bon sens". À travers eux se construit la promesse d'un maire idéal tel qu'imaginé par les candidats : proche, responsable, transparent, à l'écoute, capable de rassembler et de faire vivre une forme de démocratie locale.

03 · La novlangue du maire idéal Fréquence des registres de posture — % professions de foi



→ La gouvernance participative apparaît dans ≥ 89 % des textes de gauche, du centre et des listes diverses.
Le RN choisit la "proximité" (90,2 %) sans coproduction : participation = 1,6 % seulement.

1.6 Des postures qui restent politiquement différenciées

Mais cette langue commune n'est pas politiquement neutre. Si ces mots sont largement présents, leur intensité et leur distribution varient fortement selon les familles politiques. La gauche, le centre et les listes diverses mobilisent très fortement les registres de gouvernance locale : au moins un marqueur d'écoute, de concertation, de dialogue, de consultation, de participation ou de citoyenneté apparaît dans **90,9 %** des textes de gauche, **90,7 %** des textes centristes et **89,4 %** des listes diverses, contre **68,9 %** à droite, **67,4 %** à l'extrême droite et seulement **38,9 %** à l'extrême gauche.

[Pour rappel, nous avons retenu strictement les blocs et nuances qualifié par le Ministère de l'intérieur]

La gauche se distingue notamment par le registre citoyen : citoyen.ne apparaît dans **81,4 %** des textes du bloc gauche, la participation dans **45,5 %**, l'écoute dans **38,1 %** et la concertation dans **27,3 %**. Le centre et les listes diverses

mobilisent davantage une langue de méthode et de proximité : l'écoute apparaît dans **54,7 %** des textes centristes et **61,7 %** des listes diverses. L'extrême droite, elle, mobilise beaucoup moins le registre participatif, avec seulement **2,1 %** de textes mentionnant la participation, mais davantage les registres de consultation (**22,1 %**) et de concertation (**29,5 %**), ce qui suggère une relation aux habitants plus verticale : écouter ou consulter, plutôt que coproduire.

Les registres éthiques et de légitimité politique dessinent aussi des différences. Les marqueurs de responsabilité, transparence, éthique, probité, intégrité, exemplarité ou honnêteté apparaissent dans **74,7 %** des textes centristes, **70,6 %** des textes de gauche et **68,1 %** des listes diverses, contre **57,5 %** à droite, **44,2 %** à l'extrême droite et **19,2 %** à l'extrême gauche. Le centre apparaît particulièrement associé à une langue de responsabilité : responsabilité / responsable est présent dans **62,7 %** de ses textes, et transparence dans **37,3 %**.

Enfin, la manière de qualifier la nature même de la liste constitue un autre marqueur de posture. Les références à l'union ou au rassemblement apparaissent dans **49,7 %** du corpus, mais elles sont particulièrement fortes à l'extrême droite, où elles concernent **65,3 %** des textes, et dans les listes centristes (**52,0 %**) ou de gauche (**51,1 %**). Le registre indépendant / sans étiquette, lui, reste moins transversal (**14,8 %** du corpus), mais il est plus présent au centre (**29,3 %**) et à l'extrême droite (**28,4 %**). Le registre pragmatisme / bon sens, présent dans **13,2 %** du corpus, relève donc moins d'une langue commune majoritaire que d'une posture située : celle d'un discours qui cherche à se présenter comme concret, non idéologique et tourné vers l'efficacité locale.

Au-delà des analyse par blocs, quelques différences de posture apparaissent plus nettement encore quand on affine au niveau des nuances politiques. Les écologistes se distinguent par exemple par une appropriation presque totale du registre de la gouvernance locale : dans les textes LVEC, au moins un

marqueur d'écoute, de concertation, de consultation, de participation ou de citoyenneté apparaît dans **100 %** des professions de foi. Le résultat doit être lu avec prudence compte tenu du faible effectif de la nuance (**8 textes**), mais il confirme une orientation nette : citoyen.ne apparaît dans **100 %** des textes LVEC, la proximité dans **75 %**, la concertation / consultation dans **50 %** et la participation dans **50 %**.

La comparaison entre les listes d'union de la gauche (LUG) et LFI est également très éclairante : les deux nuances mobilisent fortement le registre citoyen (citoyen.ne dans **85,2 %** des textes LUG et **88,9 %** des textes LFI), mais elles ne l'articulent pas de la même manière. Les listes d'Union de la Gauche l'inscrivent davantage dans une langue municipale de méthode, avec plus de participation (**47,2 %** contre **20,6 %** pour LFI), plus d'écoute (**42,6 %** contre **22,2 %**) et plus de concertation / consultation (**37,0 %** contre **15,9 %**).

Enfin, le RN (LRN) offre un profil presque inverse : la proximité y est extrêmement présente (**90,2 %** des textes), mais la participation y est quasi absente (**1,6 %**). Ce décalage suggère une conception plus verticale de la relation aux habitants : être proche, consulter ou incarner un rassemblement, sans nécessairement promettre une coproduction citoyenne de l'action municipale.

2. Derrière la convergence, les divergences politiques demeurent

La première partie pourrait laisser croire à une homogénéisation des discours municipaux. Ce serait une erreur. Si les mêmes thèmes et les mêmes postures circulent largement, les blocs et les nuances ne les investissent pas avec la même intensité, ni avec les mêmes mots.

2.1 Méthode : présence, pression, surpression

La première partie a montré que la simple fréquence de présence d'un sujet ne suffit pas à identifier une priorité politique ni à distinguer les familles partisanes. Pour faire apparaître les différences politiques, nous avons donc concentré l'analyse sur la **pression thématique**, c'est-à-dire le nombre moyen d'occurrences consacré à chaque thème dans l'ensemble des professions de foi. Calculée sur l'ensemble des textes, cette pression combine présence et intensité : un thème peu diffusé voit mécaniquement sa moyenne d'occurrences baisser, tandis qu'un thème à la fois fréquent et développé ressort plus fortement.

Nous retenons ici comme écart notable une différence d'au moins **une occurrence moyenne par profession de foi** par rapport à la moyenne générale. Ce seuil ne prétend pas établir une significativité statistique au sens strict ; il permet d'identifier les écarts substantiels dans des documents courts et comparables. C'est dans ces écarts que les différences politiques redeviennent visibles. Les mêmes thèmes circulent largement, mais ils ne sont pas travaillés avec la même intensité selon les blocs et les nuances.

2.2 Les grands enseignements par bloc politique

L'analyse des pressions thématiques par bloc appelle d'abord un constat relativement simple : les grandes familles politiques historiquement implantées, gauche, droite et centre, présentent des profils de discours plus complets que les blocs les plus polarisés. La gauche, la droite et le centre n'ont pas, ou très peu, de thèmes en sous-pression marquée. On reconnaît ici des familles politiques habituées à administrer des collectivités, à présenter des candidats municipaux, des maires sortants ou

des équipes en situation de gestion locale. Cette capacité à couvrir l'ensemble du spectre municipal se traduit dans les professions de foi par une forme de complétude programmatique : ces blocs parlent de nombreux sujets, même lorsqu'ils en surinvestissent certains.

Les grandes familles politiques apparaissent ensuite, pour une large part, là où on les attend. La gauche surinvestit fortement des thèmes qui lui sont traditionnellement associés : la participation / démocratie locale (+3,48), la solidarité / action sociale (+3,05), l'environnement / écologie (+2,70) et le logement / urbanisme (+2,24). La droite présente elle aussi un profil attendu, avec une surpression sur la sécurité (+1,47), le développement économique / emploi / commerce (+1,39) et les seniors / autonomie (+1,38), ainsi qu'une sous-pression sur la solidarité (-1,82) et la participation (-1,50). L'extrême droite est également fortement identifiée par deux thèmes : la fiscalité / finances (+1,38) et la sécurité (+1,11). L'extrême gauche, de son côté, sous-investit nettement des registres plus gestionnaires comme le développement économique (-3,25), les mobilités (-3,10) ou la sécurité (-2,93).

Les résultats les plus intéressants viennent toutefois des déséquilibres. L'extrême droite ne semble pas chercher, à ce stade, à se "notabiliser" par une couverture large de l'ensemble des sujets municipaux. Elle présente un profil très resserré : seulement deux thèmes en surpression notable, fiscalité et sécurité, et de fortes sous-pressions sur presque tous les autres registres, notamment le logement (-4,44), l'éducation (-3,90), la solidarité (-2,93), l'environnement (-2,77), la participation (-2,41) ou encore la santé (-2,02).

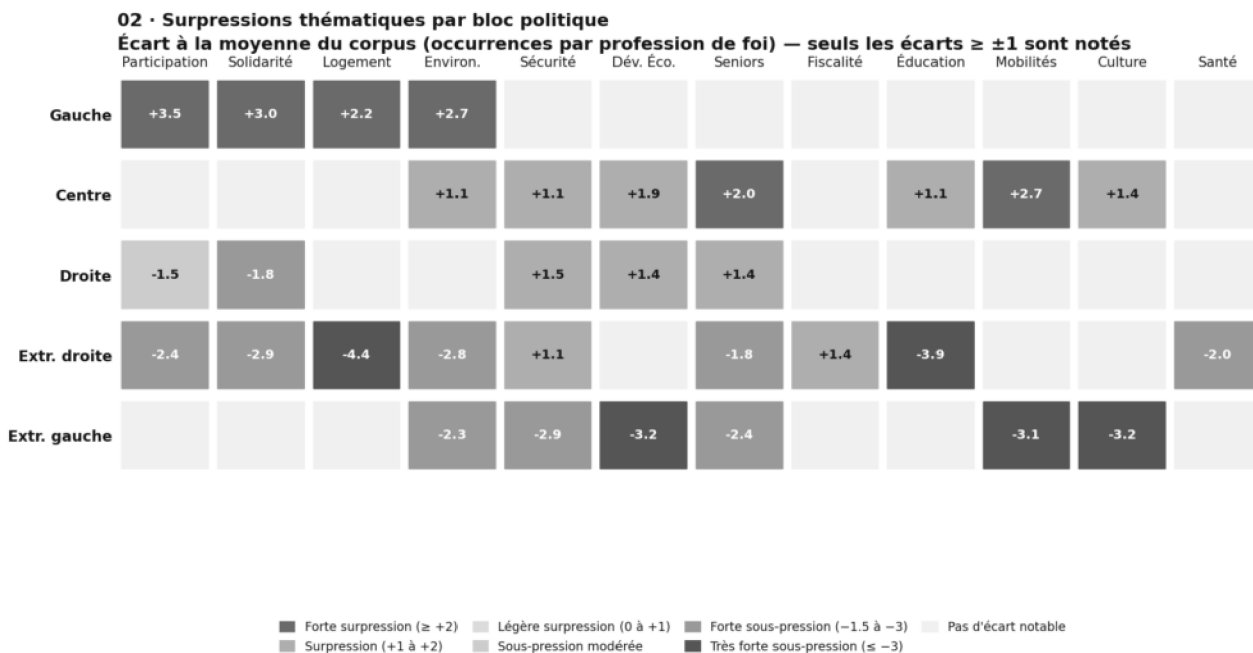
Cette configuration peut être lue de deux manières : soit comme une stratégie assumée de campagne, centrée sur quelques priorités radicales et nationalement identifiables ; soit comme la difficulté persistante à présenter une plateforme municipale complète de gestion.

L'extrême gauche semble de son côté ne pas traduire immédiatement son positionnement national dans ses professions de foi municipales. Elle est moins écologiste que la moyenne du corpus (-2,28 occurrences sur environnement / écologie), moins présente sur la défense des services publics, où elle n'est qu'en très légère surpression (+0,08, donc sous le seuil notable retenu), et nettement en sous-pression sur la culture / patrimoine (-3,19). Elle sous-investit aussi fortement plusieurs registres très municipaux : les mobilités (-3,10) ou les seniors (-2,42). Tout se passe comme si le bloc EXG, pris dans son ensemble, peinait à municipaliser sa doctrine ou ne cherchait pas à le faire. *[Cette lecture doit toutefois être prudente : la catégorie EXG agrège des réalités différentes, des listes LO ou NPA aux professions de foi souvent plus nationales et ouvriéristes, jusqu'à LFI, qui présente généralement des programmes locaux plus structurés]*

Le cas de la fiscalité à l'extrême droite mérite également d'être souligné. C'est le seul bloc à la placer aussi nettement en surpression (+1,38). Avec la sécurité (+1,11), la fiscalité est l'un des deux seuls thèmes véritablement surinvestis par l'extrême droite. Cela suggère une tentative de capter un registre de ras-le-bol fiscal, ou plus largement de contestation du coût de l'action publique locale, là où les autres blocs abordent davantage la fiscalité comme un élément parmi d'autres de gestion municipale.

Ces résultats permettent donc une première lecture : les blocs historiquement gestionnaires, gauche, droite, centre, gardent une capacité à couvrir largement le champ municipal, tout en hiérarchisant différemment les priorités. Les blocs les plus polarisés, extrême droite et extrême gauche, présentent au contraire des profils beaucoup plus asymétriques. Mais cette analyse par blocs reste nécessairement grossière. Les catégories administratives agrègent des réalités politiques très différentes. Pour comprendre les recompositions les plus

intéressantes, il faut donc descendre au niveau des nuances politiques.



**Note sur tableau*

2.3 Mais les vrais enseignements sont à tirer de l'analyse par étiquette politique / nuance.

L'analyse par nuances confirme d'abord ce que les blocs laissaient entrevoir : toutes les familles politiques ne produisent pas le même type de profession de foi. Certaines nuances – marquée par leur histoire et leur ancrage sans doute – construisent des plateformes municipales très complètes, couvrant largement les enjeux de gestion locale, tandis que d'autres présentent des profils beaucoup plus resserrés / polarisés. Cette différence de complétude est en elle-même un enseignement : elle distingue les listes qui cherchent à apparaître comme des forces de gouvernement municipal généralistes de celles qui utilisent davantage la profession de foi pour affirmer quelques priorités politiques fortes. Elles

soulignent sans doute aussi l'expérience des campagnes et de la gestion municipale.

Le centre en donne une illustration particulièrement nette. Les listes d'union au centre (LUC), malgré un effectif limité, présentent une surpression sur des thèmes « transactionnels » ou perçus comme tel : les mobilités (+5,21) plus grosse surpression constatée entre toutes les nuances traduit sans doute la volonté de capter automobilistes ou cyclistes mais par les usages plutôt que la doctrine, les seniors (+3,87) comme catégorie électorale évidente ou le sport (+3,66), la culture (+2,96) comme offre servicielle de loisirs. Les listes divers centre (LDVC) confirment ce profil avec des surpressions sur les mobilités (+2,50), le développement économique / commerce (+1,79), les seniors (+1,66) et la sécurité (+1,26). Le centre local semble donc moins se définir par une doctrine que par une offre transactionnelle de gestion municipale : rendre service à des catégories d'usages (mobilités, loisirs) ou sociodémographiques (seniors, commerçants).

À gauche, la participation citoyenne apparaît comme le langage commun de tous les nuances de la gauche. Il est même remarquable de noter que plus la gauche est dans une logique d'union (des étiquettes PS / Verts jusqu'aux listes d'union -LUG en passant par DIVG) plus la participation des citoyens sera en surpression. Et si la gauche municipale inventait une manière de gouverner comme nouvelle grammaire de la gauche avant même les politiques publiques elles-mêmes. Les listes d'union à gauche (LUG) surinvestissent fortement la participation / démocratie locale (+3,40), tout comme les listes divers gauche (LDVG, +3,19). Les écologistes autonomes (LVEC, +2,19) et les socialistes (LSOC, +2,11) vont dans le même sens, même si leurs effectifs imposent de lire ces résultats avec prudence. LFI est également en surpression sur la participation (+1,53), mais de manière moins marquée.

Les nuances socialiste et écologiste, malgré leurs petits effectifs, confirment des terrains de jeu assez attendus. Les

écologistes (LVEC) surinvestissent fortement l'environnement (+3,48), mais aussi la culture (+2,25) et la participation (+2,19), dessinant une offre écologique très articulée à la démocratie locale et à la vie culturelle. Les socialistes (LSOC) se distinguent par une surpression classiquement assise sur les services publics d'intérêt général : sur la santé (+3,29), l'éducation (+2,64), la culture (+2,62), les mobilités (+2,40), le logement (+2,31) et la participation (+2,11).

L'analyse par nuances permet aussi de corriger l'effet d'écrasement du bloc extrême gauche vu au chapitre précédent. Et même si le choix du ministère de l'Intérieur avait fait l'objet de controverses, notre analyse souligne en effet que LFI n'a pas le même profil que les listes d'extrême gauches de son bloc. Là où LEXG ne présente aucune surpression notable et se trouve en forte sous-pression sur de nombreux registres municipaux, LFI surinvestit la solidarité (+2,23) et la participation (+1,53). Elle demeure moins complète que les listes d'union à gauche ou divers gauche, avec des sous-pressions sur le développement économique / commerce (-2,54), la sécurité (-2,35), les mobilités (-1,57), les seniors (-1,34), la fiscalité (-1,20) ou la culture (-1,07). Mais elle ne peut pas être simplement assimilée aux listes d'extrême gauche les plus idéologiques : elle municipalise davantage son discours, tout en restant plus sélective et plus polarisée que les gauches locales d'union.

On voit à travers cette analyse des combats électoraux se dessiner. Ainsi Droite et Centre tentent de s'arracher la préférence des seniors de manière là aussi *transactionnelle* : le centre est en surpression sur les politiques publiques à destination seniors (+2,00), les listes d'union au centre encore davantage (+3,87), les divers centre (+1,66), la droite (+1,38), les divers droite (+1,41), Les Républicains (+1,25) et les listes d'union à droite (+1,46). À l'inverse, l'extrême droite sous-investit nettement ce thème : le bloc EXD est en sous-pression (-1,76), comme le RN (-1,68) et Reconquête (-2,55). Alors même que les seniors constituent un public électoral central, l'extrême droite

ne les travaille donc pas comme thème programmatique autonome. Elle semble plutôt s'adresser à cet électorat par d'autres entrées, notamment la sécurité et la fiscalité, tandis que le centre et la droite classique le traitent comme un objet explicite de politique municipale.

Nuance	Bloc	Documents	Suppressions notables	Sous-pressions notables
LDVC, Liste divers centre	CENT	36	Développement économique / commerce +1,79 Mobilités -2,58 Sécurité +1,26 Seniors +1,66	Aucune
LUC, Liste d'union au centre	GFVT	13	Centre de vie / propreté -1,91 Culture +9,96 Développement économique / commerce +7,26 Éducation +1,99 Environnement +2,48 Mobilités -5,21 Santé +1,60 Seniors +7,07 Seniors +3,67 Sport +3,69	Participation / démocratie locale -1,96
LDVD, Liste divers droite	DTE	120	Développement économique / commerce +1,66 Sécurité +1,43 Seniors +1,41	Logement / urbanisme -1,00 Participation -1,47 Solidarité -2,10
LR, Liste des Républicains	Uib	24	Développement économique / commerce +1,06 Environnement +1,15 Sécurité +1,69 Seniors +1,26 Sport +1,10	Participation -2,60 Solidarité -2,14
LUD, Liste d'union à droite	DTE	14	Culture +2,22 Éducation +5,74 Environnement +1,81 Sécurité +1,36 Seniors +1,46 Sport +2,53	Participation -1,80 Solidarité -1,40
LUN, Liste du Rassemblement nationaux.	EXD	61	Fiscalité -1,35 Sécurité +1,66	Culture -2,07 Éducation -3,53 Environnement -3,66 Logement -5,30 Mobilités -1,79 Participation -2,27 Santé -2,63 Seniors -1,98 Solidarité -3,28 Sport -2,09
LUXD, Liste d'union à l'extrême droite	FXD	15	Développement économique / commerce +3,21 Fiscalité -2,92 Sécurité +4,06	Culture -1,03 Participation -2,17 Solidarité -1,78
LREC, Liste Reconquête I	EXD	10	Fiscalité -1,86 Sécurité +1,61	Culture -2,90 Développement économique / commerce -2,70 Éducation -2,67 Environnement -2,94 Logement -4,90 Mobilités -3,41 Participation -2,60 Santé -3,36 Seniors -2,55 Solidarité -2,78 Sport -2,61
LEXO, Liste d'extrême gauche	EXG	104	Aucune	Culture -3,66 Développement économique / commerce -2,70 Éducation -2,29 Environnement -2,43 Fiscalité -1,76 Mobilités -3,33 Participation -2,62 Santé -2,06 Sécurité -2,36 Seniors -2,38 Sport -2,12
LFI, Liste de La France insoumise	EXG	63	Participation +1,65 Solidarité +2,23	Culture -1,07 Développement économique / commerce -2,64 Fiscalité -1,20 Mobilités -1,57 Sécurité -2,36 Seniors -1,34
LUG, Liste d'union à gauche	GAJ	108	Culture +1,77 Éducation +1,25 Environnement +2,67 Logement +1,80 Mobilités -1,68 Participation +3,40 Santé +1,35 Solidarité +2,80	Aucune
LDVG, Liste divers gauche	GAJ	96	Culture +2,07 Éducation +2,34 Environnement +2,14 Logement +1,25 Mobilités -1,40 Participation +3,19 Santé +1,25 Solidarité +2,13	Aucune
LVEG, Liste Les Écologistes*	GAJ	8	Culture +2,26 Éducation +1,78 Environnement +3,48 Mobilités -1,64 Participation +2,19	Fiscalité -1,43 Sécurité -1,01 Seniors -1,72
LSOC, Liste du Parti socialiste*	GAJ	9	Culture +2,62 Développement économique / commerce +1,65 Éducation +2,67 Environnement +1,80 Logement +2,31 Mobilités -2,40 Participation +2,11 Santé +3,20 Solidarité +1,17	Fiscalité -1,86 Sécurité -1,46

2.4 Cinq questions d'actualité politique à l'aune des discours municipaux

2.4.1 La convergence des droites se prépare-t-elle localement ?

Depuis le faible score de Valérie Pécresse à l'élection présidentielle de 2022 jusqu'aux différents revers électoraux de LR depuis, la crainte d'un effacement progressif de l'espace de la droite conservatrice, ou de son ralliement intellectuel et électoral à l'extrême droite, interroge. Dès lors, l'analyse des documents de propagande électorale donne des indices pour mesurer si ces rapprochements se sont déjà opérés dans les équipes locales des partis de droite et d'extrême droite.

La comparaison directe entre les documents de la droite classique et de l'extrême droite montre une convergence réelle, mais limitée. La sécurité constitue le principal point de contact : Le bloc DTE y consacre **5,15 occurrences moyennes** et le thème est présent dans **96,7 %** de ses professions de foi, contre **5,43 occurrences moyennes** et **98,3 %** des textes pour le bloc EXD. Même proximité entre Les Républicains et le RN : **5,38 occurrences moyennes** et **95,8 %** de présence pour LLR, contre **5,28 occurrences moyennes** et **96,7 %** pour LRN.

En volume, les droites parlent donc bien le langage commun d'une forme d'obsession de l'ordre. Mais la sécurité n'occupe pas la même place dans leur architecture programmatique : elle est le **1er thème** en pression du bloc EXD et du RN, contre le **6e thème** du bloc DTE et le **5e** chez LR. La droite classique parle de sécurité, mais elle l'inscrit dans une offre municipale plus large, l'extrême droite en fait son **1^{er}** argument de campagne.

Le deuxième point de rapprochement est plutôt la fiscalité, mais il est beaucoup plus marqué à l'extrême droite : le bloc EXD atteint **4,01 occurrences moyennes** sur fiscalité / finances, contre **2,72** pour la droite classique ; le RN est aussi au-dessus de LR (**3,69** contre **2,67**). Le lexique le confirme : chez LRN, impôts locaux apparaît dans **80,3 %** des professions de foi, avec un ratio de spécificité de **9,5** par rapport au corpus. C'est finalement là-dessus que l'extrême droite a fait campagne bien plus que sur les politiques municipales ou ses antiennes habituelles.

Pour preuve contrairement à ce que l'agenda national pourrait laisser penser, cette convergence ne se joue pas sur l'immigration en revanche. Bien qu'elle ne soit pas une compétence municipale, elle aurait pu apparaître comme témoin des obsessions de ces partis. Pourtant les termes immigration, immigré ou migrants apparaissent dans seulement **0,6 %** des textes de droite, **4,2 %** des textes d'extrême droite et **1,6 %** des textes RN.

La vraie différence tient donc à la complétude municipale. La droite classique développe beaucoup plus fortement les registres de gestion locale : éducation (**8,98** contre **4,49** pour EXD), logement (**7,34** contre **3,76**), environnement (**5,47** contre **2,21**), culture (**5,45** contre **2,23**), seniors (**4,14** contre **1,14**), sport (**3,93** contre **1,22**), santé (**4,43** contre **2,23**) et mobilités (**4,95** contre **3,04**). Même contraste entre LR et RN : LR développe nettement plus l'éducation, le logement, l'environnement, les seniors, la santé ou le sport. Il y a donc convergence des droites sur l'ordre, et partiellement sur l'impôt, mais pas fusion programmatique : la droite classique reste une droite de gestion municipale, quand l'extrême droite demeure beaucoup plus resserrée sur quelques priorités.

2.4.2 Les gauches locales sont-elles irréconciliables ?

Une partie du débat politique national autour des municipales s'est concentrée sur les conditions et le périmètre des unions à gauche, ainsi que sur l'antienne des "gauches irréconciliables". Structurés dans le débat public par le rapport à la violence, aux outrages, à la radicalité ou à la question israélo-palestinienne, les rapports entre LFI et le reste de la gauche méritent d'être éclairés par l'approche plus objective, qu'offrent une nouvelle fois les documents de propagande électorale.

La question est donc moins de savoir si les gauches se ressemblent que de comprendre ce que leur rassemblement, ou leur éloignement, produit sur leurs périmètres thématiques et sémantiques.

L'analyse nuance fortement l'idée d'un bloc de gauche homogène. Les listes d'union, divers gauche, socialistes et écologistes présentent des profils municipaux très complets, là où LFI apparaît plus resserrée et, sans surprise, plus polarisée.

Les unions locales de gauche, qui peuvent parfois inclure des candidats LFI ou issus de l'Après, traduisent ce qui peut faire le ciment de la gauche localement. Les listes d'union à gauche (LUG) et divers gauche (LDVG) surinvestissent fortement les mêmes grands registres : la participation (+3,40 pour LUG ; +3,19 pour LDVG), la solidarité (+2,80 ; +2,13), l'environnement (+2,02 ; +2,14), le logement (+1,98 ; +1,25), les mobilités (+1,69 ; +1,49), la culture (+1,77 ; +2,07), la santé (+1,35 ; +1,25) et l'éducation (+1,35 ; +2,34). Surtout, ces deux nuances ne présentent aucune sous-pression notable : elles traduisent donc les marqueurs de gauche dans une offre municipale large et complète. ①

Avec prudence, du fait de leurs faibles effectifs, les écologistes et les socialistes confirment leurs terrains attendus. LVEC surinvestit l'environnement (+3,48 **occurrences de mots par rapport à la moyenne**) et la participation (+2,19). LSOC se distingue par la santé (+3,29), l'éducation (+2,64) et la culture (+2,62). Ces résultats ne doivent pas être surinterprétés

compte tenu du nombre réduit de professions de foi concernées, mais ils confirment des lignes de force cohérentes avec les identités politiques de ces familles.

LFI n'est pas étrangère à ce monde, mais elle n'en a pas la même structure. Elle surinvestit bien la solidarité (+2,23) et la participation (+1,53), mais se trouve en sous-pression sur le développement économique / commerce (-2,54), la sécurité (-2,35) et les mobilités (-1,57). Son lexique confirme cette singularité : référendum d'initiative citoyenne apparaît dans 52,4 % de ses textes, d'initiative citoyenne dans 61,9 %, et France insoumise dans 33,3 %. LFI combine donc un socle social et participatif avec une sémantique plus directement politique, plus partisane et parfois plus nationalisée.

La comparaison directe entre le bloc GAU et LFI confirme ce décalage. Le bloc gauche dans son ensemble, qui agrège notamment les listes d'union, les socialistes, les écologistes et les divers gauche, développe davantage que LFI plusieurs registres municipaux : les mobilités (6,38 occurrences moyennes contre 3,14), la culture (6,56 contre 3,43), le développement économique / commerce (4,85 contre 2,05), l'environnement (8,01 contre 5,21), la sécurité (3,32 contre 1,33) et la santé (5,81 contre 4,13). Le reste de la gauche municipalise donc plus largement son discours, en investissant davantage les politiques d'usage, d'équipement, de développement local et de gestion quotidienne.

La singularité de LFI apparaît aussi dans la place accordée à l'antifascisme et à la conflictualité nationale. L'extrême droite est mentionnée dans 44,4 % des professions de foi LFI, contre 9,5 % dans l'ensemble du bloc gauche (GAU). Les formules battre ou lutter contre l'extrême droite apparaissent dans 34,9 % des textes LFI, contre seulement 2,2 % dans GAU. LFI cite aussi Macron dans 55,6 % de ses textes, contre 4,8 % dans GAU, et le racisme dans 50,8 %, contre 5,6 %. Cette sémantique confirme que LFI inscrit beaucoup plus fortement l'élection

locale dans une conflictualité nationale, antifasciste et anti-macroniste que le reste de la gauche municipale.

En somme, la question redevient classiquement celle des “deux gauches” : d’un côté, les listes d’union et de gauche locale, soucieuses d’afficher leur capacité réelle à gouverner municipalement ; de l’autre, LFI, qui partage un socle social et participatif certes, mais conserve un registre plus polarisé et une conflictualité permanente.

2.4.3 Le centre politique local a-t-il une colonne vertébrale ?

Après 9 ans de macronisme et plusieurs scrutins locaux « manqués », la question de son héritage intellectuel et de son ancrage méritait d’être regardé à l’aune des élections municipales de 2026. D’Horizons au MoDem jusqu’aux listes d’union du centre, en passant bien sûr par celles de Renaissance, le centre municipal apparaît moins comme une doctrine thématique stable que comme une offre de gestion locale scolairement « bien rangée »

A l’échelle de toutes les étiquettes du centre (bloc, CENT) les listes surinvestissent les mobilités (+2,74), les seniors (+2,00), le développement économique / commerce (+1,88), le sport (+1,43), la culture (+1,42), la sécurité (+1,15), l’éducation (+1,11) et l’environnement (+1,06), sans sous-pression notable. Elles ne se définissent donc pas par quelques thèmes singuliers, mais par une couverture assez large des objets de gestion municipale.

Les détails des nuances centristes confirment cette lecture. Les listes d’union au centre (LUC), malgré un effectif limité, surinvestissent très fortement les mobilités (+5,21), les seniors (+3,87), le sport (+3,66), la culture (+2,96), la sécurité (+2,62), l’environnement (+2,48), le développement économique / commerce (+2,26) et l’éducation (+1,99). Les listes divers centre (LDVC) suivent un profil plus modéré mais cohérent : mobilités (+2,50), développement économique / commerce (+1,79),

seniors (+1,66) et sécurité (+1,26). Le lexique renforce cette impression : chez LDVC, sans étiquette apparaît dans 21,4 % des textes, commerces proximité dans 17,9 %, espaces verts dans 16,1 %, et police municipale dans 53,6 %. Chez LUC, société civile apparaît dans 38,5 %, police municipale dans 69,2 %, bien vieillir dans 30,8 % et centre supervision dans 38,5 %.

A défaut d'être très différencié sur les thèmes (et surtout leur hiérarchie), le centre se singularise par une obsession de posture. Il surperforme nettement sur les registres de méthode et de légitimité : la responsabilité apparaît dans **62,7 %** des textes centristes, contre **38,0 %** dans l'ensemble du corpus ; l'écoute dans **54,7 %**, contre **34,1 %** ; le pragmatisme / bon sens dans **29,3 %**, contre **13,2 %** ; l'indépendance / sans étiquette dans **29,3 %**, contre **14,8 %** ; la transparence dans **37,3 %**, contre **29,0 %**. Les nuances internes confirment cette orientation : LDVC est particulièrement marquée par la responsabilité (**67,9 %**), la transparence (**42,9 %**) et l'indépendance (**35,7 %**), tandis que LUC insiste davantage sur l'union / rassemblement (**76,9 %**), la proximité (**69,2 %**), la société civile (**30,8 %**) et le pragmatisme / bon sens (**38,5 %**).

Enfin, en termes d'attitude, (voir point suivant) l'une des surprises de l'étude est que le bloc central n'assume pas sa filiation avec les figures de l'ex-majorité présidentielle. La quasi absence d'Emmanuel Macron, Gabriel Attal, Edouard Philippe ou François Bayour sur le matériel y est presque choquant.

La doctrine du centre local, si elle existe, est donc moins programmatique qu'attitudinale et gestionnaire. Elle tient dans une promesse de méthode, d'efficacité et de service : mobilités, seniors, sport, culture, sécurité, commerces, société civile, sans étiquette. Le centre ne disparaît donc pas localement, mais il se définit davantage par une offre transactionnelle et méthodique de gestion municipale que par un corpus doctrinal clairement identifiable.

2.4.4 Qui a tenté de nationaliser le débat ?

Le cas le plus net est celui de LFI. Dans les professions de foi LFI, Macron apparaît dans 55,6 % des textes, l'extrême droite dans 44,4 %, et la formule "battre l'extrême droite" dans 27,0 %. Ce niveau est très élevé pour des documents de campagne municipale. Il montre que LFI inscrit une partie de son discours local dans une conflictualité politique nationale : le macronisme et l'extrême droite fonctionnent comme des adversaires structurants, même dans un scrutin municipal. Cette nationalisation passe donc par le combat, la dénonciation et la désignation d'un adversaire.

L'extrême droite nationalise aussi ses professions de foi, mais selon une logique différente. Chez le Rassemblement national, les références à Marine Le Pen et Jordan Bardella apparaissent chacune dans 85,2 % des textes. Là où LFI nationalise par l'adversaire à battre, le RN nationalise par l'adossement à ses figures nationales. La profession de foi municipale devient ainsi un support de ralliement à la marque nationale du parti.

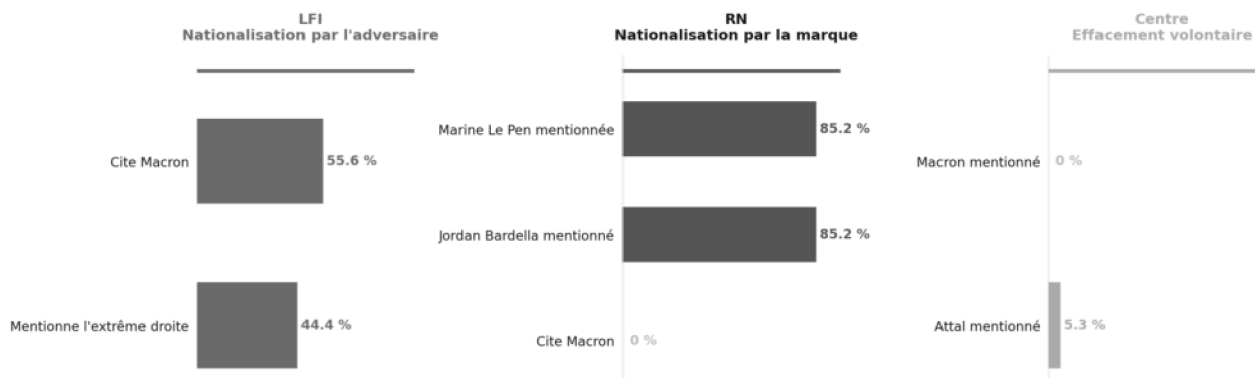
À l'inverse, le bloc central n'assume plus du tout les figures nationales de la majorité présidentielle. Dans les textes classés au centre (CENT), Emmanuel Macron, François Bayrou et Sébastien Lecornu n'apparaissent dans aucun texte (0 %), et Gabriel Attal seulement dans 5,3 % des textes. Même constat dans les nuances identifiées : LDVC ne cite pas Macron (0 %) et ne mentionne Attal que dans 1,8 % des textes ; LUC ne cite pas Macron non plus (0 %) et ne mentionne Attal que dans 15,4 % des textes. L'impopularité des figures de l'exécutif semble ici prévenir leurs soutiens de s'afficher sous leur patronage.

Enfin, la gauche hors LFI nationalise beaucoup moins son discours. Le bloc GAU ne cite Macron que dans 4,8 % des textes, très loin des 55,6 % observés chez LFI. Les listes d'union à gauche (LUG) le mentionnent dans 6,5 % des textes, les divers gauche (LDVG) dans 4,1 %, tandis que les socialistes (LSOC) et les écologistes (LVEC) ne le mentionnent pas dans les effectifs observés. Même la question des retraites reste relativement peu présente dans GAU (4,3 %), alors qu'elle est beaucoup plus

forte dans le bloc EXG (46,1 %), mais portée largement par l'extrême gauche et non par l'ensemble de la gauche municipale. Là encore, LFI apparaît comme un cas spécifique : plus nationalisée, plus conflictualisée, plus directement structurée par l'adversaire macroniste et l'extrême droite que les autres gauches municipales.

04 · Qui nationalise le débat municipal ?

Références aux figures et enjeux nationaux dans les professions de foi (%)



↳ LFI inscrit la municipale dans une conflictualité nationale (anti-Macron + antifasciste).
Le RN, lui, s'adosse à ses figures (Le Pen / Bardella) sans cibler Macron.
Le centre efface toute filiation avec l'exécutif malgré 9 ans de macronisme.

2.4.5 Les thèmes du débat national ont-ils infusé sur les programmes locaux ?

Saturation des réseaux sociaux et des plateaux des chaînes d'info les thèmes de l'actualité nationale ont-ils pourtant un effet sur le discours des candidats. En retenant quelques mots inévitables du débat public national du premier trimestre 2026 [Israël, Palestine, pouvoir d'achat, périscolaire, Quentin Deranque, Jeffrey Epstein...] nous avons voulu voir si les candidats jugeaient utiles de s'en saisir

En l'occurrence, les mots les médiatiques sont restés marginaux dans les documents locaux de campagne : immigration / immigrés / migrants apparaissent dans seulement 2,9 % des textes, radicalité dans 0,9 %, Israël dans 0,4 %, tandis que les noms Epstein et Quentin Deranque sont absents du corpus. Seul, le périscolaire, sujet beaucoup plus directement lié à l'expérience municipale des familles, apparaît dans 11,5 % des professions de foi. Il reste donc minoritaire, mais il est

nettement plus présent que les autres sujets d'actualité du début 2026.

Deux exceptions doivent toutefois être distinguées. La première concerne le couple Palestine / Gaza et antisémitisme, très concentré politiquement : Palestine / Gaza apparaît dans **12,4 %** seulement du corpus, mais dans **55,1 %** des textes EXG ; antisémitisme lui apparaît dans **8,8 %** du corpus, mais dans **37,7 %** des textes EXG.

Le détail par nuance montre que cette concentration est d'abord portée par les listes classées **LEXG** et non par LFI : Palestine / Gaza apparaît dans **78,8 %** des professions de foi de l'extrême gauche et antisémitisme dans **56,7 %**. LFI – bien au-dessus du reste de la gauche municipale – reste dans des proportions beaucoup plus faibles : **15,9 %** de ses textes mentionnent Palestine / Gaza et **6,3 %** antisémitisme. À titre de comparaison, LUG est à **1,9 %** sur chacun de ces deux registres, et LDVG à **1,0 %** sur Palestine / Gaza et **0 %** sur antisémitisme.

La seconde exception est le pouvoir d'achat, qui apparaît dans **19,1 %** des professions de foi. C'est le thème national qui se municipalise le plus facilement, parce qu'il peut être relié à des leviers locaux : tarifs municipaux, gratuité, fiscalité locale, loyers, cantines, transports. Il est particulièrement présent à l'extrême droite (**40,0 %**), mais il circule aussi dans les autres blocs : **21,3 %** dans les listes diverses, **20,0 %** au centre, **19,5 %** à gauche et **18,6 %** à droite. Contrairement aux sujets les plus polémiques du débat national, le pouvoir d'achat réussit donc à s'inscrire dans les professions de foi parce qu'il peut être traduit en objets municipaux concrets.

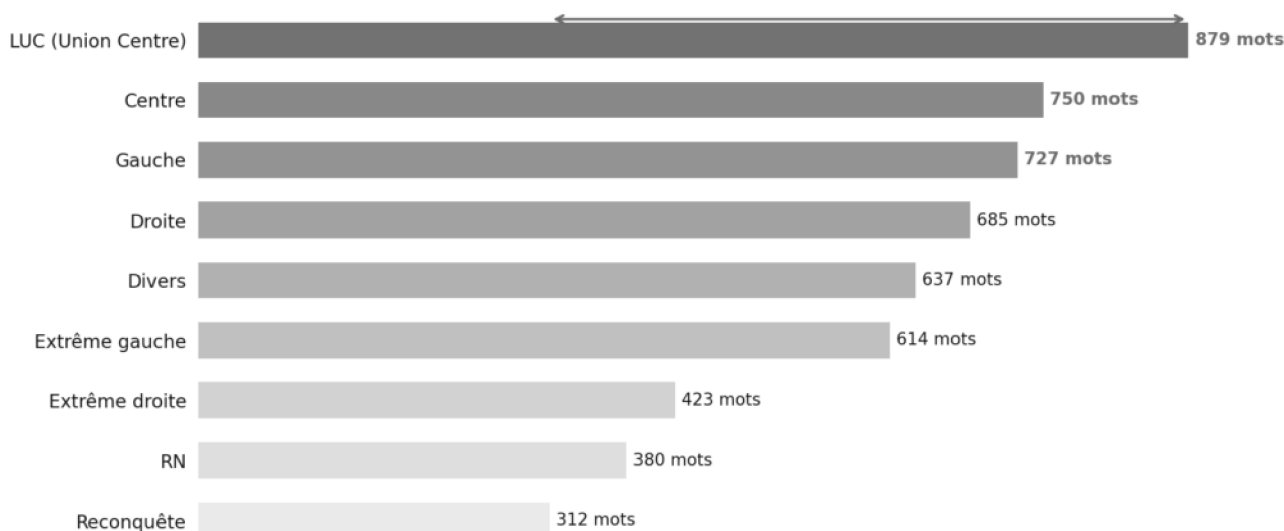
La nationalisation du débat municipal existe donc, mais elle est très sélective : elle passe par certains marqueurs concentrés, comme Palestine / Gaza à l'extrême gauche, par le pouvoir d'achat à l'extrême droite, ou par des figures nationales dans certaines familles politiques, mais elle ne remplace pas la

logique dominante des professions de foi, qui reste celle du quotidien municipal.

Un petit bonus, la nuance exige plus de mots

05 · La nuance exige plus de mots

Nombre moyen de mots par profession de foi — gradient de radicalité



879

LUC — record

312

Reconquête

×2,8

écart centre / extr. droite

↳ La radicalité simplifie le message. La nuance, la coalition ou la prétention à la gestion municipale exigent davantage de mots — et donc plus de programme.

Dernier indice, plus léger mais révélateur : toutes les familles politiques ne produisent pas des professions de foi de même longueur. Le nombre moyen de mots semble suivre un gradient de radicalité : plus on se rapproche du centre ou des blocs de gouvernement local, plus les textes sont longs ; plus on se rapproche des extrêmes, plus ils se resserrent.

Dans l'ordre décroissant, le centre est le bloc le plus bavard, avec 750 mots en moyenne par profession de foi, suivi de la gauche (727), puis de la droite classique (685), des divers (637), de l'extrême gauche (614) et enfin de l'extrême droite, très nettement plus courte avec 423 mots en moyenne. Le même mouvement se retrouve au niveau des nuances : les listes d'union au centre (LUC) atteignent 879 mots, un record, quand

celles d'extrême droite se paient de peu de mots : le RN 380 et Reconquête 312.

Autrement dit, en sans surprise, la radicalité simplifie le message et les phrases, tandis que la nuance, la coalition ou la prétention à la gestion municipale exigent davantage de mots.

Mais alors, que faut-il retenir de ces 782 documents et candidats ?

D'abord, que les élections municipales restent des scrutins locaux et que les candidats le respectent, avec des documents qui abordent en moyenne plus de 11 thèmes sur les 15 retenus, une nationalisation relativement faible du débat et une priorité portée à l'éducation / jeunesse et au logement, au cœur des compétences municipales.

Ensuite, que cette élection est un scrutin incarné, où les candidats promettent tous, et ceux du bloc central en priorité, une posture avant même un programme : écoute, proximité, bon sens deviennent la novlangue du maire putatif.

Que se dessinent malgré tout, en creux, deux crises majeures largement partagées par les élus et candidats locaux de tous bords, dont la fréquence et la pression dans les documents doivent nous interpeller sur le niveau d'attente ressenti localement : la santé et le logement.

Enfin, que les territoires politiques existent encore.

- Avec une gauche naturellement unie et ambitieuse sur la participation des citoyens, la solidarité et les services publics du quotidien, santé, école, logement.
- Avec une droite municipale encore très gestionnaire, qui retrouve son orientation vers le développement

économique, l'éducation, les seniors ou la santé.

- Une extrême droite inattendue, plus loin de ses obsessions migratoires, mais avec une campagne très ciblée : moins de mots et deux vrais thèmes, sécurité et fiscalité.
- Un centre mal défini, qui ne se revendique même plus de sa filiation macroniste.
- LFI, finalement, qui tente de localiser ses conflits nationaux et de maximiser sa dynamique nationale, quitte à faire l'impasse sur nombre de débats municipaux.

A. Méthodologie générale simplifiée et description du corpus

Le corpus a été constitué à partir des professions de foi disponibles sur les plateformes préfectorales de propagande électorale pour les élections municipales 2026 dans les villes de plus de 20 000 habitants.

L'ensemble des documents a fait l'objet d'une procédure d'extraction et de contrôle du texte (extraction directe ou recours à l'OCR si qualité satisfaisante, conservation d'un texte brut et d'un texte nettoyé ; nettoyage des éléments de mise en page, caractères parasites et erreurs manifestes ; exclusion ou mise à l'écart des documents trop incomplets ou trop bruités.)

*Le corpus final comprend **782 professions de foi exploitables**. Il ne couvre pas l'ensemble des candidatures municipales : il dépend de la disponibilité effective des documents sur les plateformes préfectorales et de leur exploitabilité technique. Les résultats doivent donc être lus comme portant sur les professions de foi disponibles et exploitables, et non sur l'intégralité des listes candidates. Ce corpus représente cependant **782 professions de foi exploitables**, couvrant **221 communes, 57 départements, 24 nuances politiques et 6 blocs politiques** dans des proportions qui permettent de le considérer*

comme un échantillon solide des propagandes électorales locales.

*Un contrôle de cohérence politique a été réalisé en rapprochant le corpus des données électorales disponibles et les codes INSEE. Les effectifs par bloc et par nuance ont été vérifiés afin de s'assurer que les grandes familles politiques étaient représentées. Les analyses par nuance ont été encadrées par des seuils : les nuances disposant d'au moins **10 professions de foi** ont été considérées comme suffisamment robustes pour une lecture principale ; certaines nuances politiquement importantes mais légèrement inférieures à ce seuil, comme LVEC ou LSOC, ont été signalées avec prudence ; les très petits effectifs n'ont pas été utilisés pour tirer des conclusions générales.*

B – Méthodologie du choix la sémantique des thèmes

Le thésaurus thématique a été construit de manière inductive. Nous avons d'abord observé les mots et expressions récurrents dans le corpus des professions de foi, avant de les regrouper en familles thématiques cohérentes. Les 15 catégories retenues ne correspondent donc pas à une grille plaquée de l'extérieur, mais à une structuration des fréquences effectivement observées dans les textes.

Le tableau ci-dessous ne reproduit pas l'intégralité du thésaurus, mais présente les principales familles de mots et expressions utilisées pour rattacher les occurrences aux 15 thèmes.

Thème	Principales familles de mots / expressions associées
Sécurité / ordre / tranquillité	sécurité, tranquillité, ordre, police municipale, vidéoprotection, vidéosurveillance, incivilités, délinquance, prévention, médiation, cambriolages, rodéos urbains
Santé / soins	santé, soins, médecins, désert médical, centre de santé, maison de santé, accès aux soins, prévention santé, hôpital, infirmiers, professionnels de santé
Logement / urbanisme	logement, logements sociaux, habitat, urbanisme, construction, rénovation, loyers, habitat indigne, permis de construire, densification, foncier, copropriétés
Éducation / enfance / jeunesse	école, écoles, crèche, enfance, jeunesse, périscolaire, cantine, restauration scolaire, collège, lycée, réussite éducative, familles, enfants, jeunes
Services publics	services publics, service public, guichet, accès aux droits, mairie, accueil, proximité administrative, maisons France services, démarches, usagers
Solidarité / action sociale	solidarité, social, action sociale, précarité, pauvreté, aide, accompagnement, handicap, inclusion, associations caritatives, CCAS, vulnérabilité
Cadre de vie / propreté	cadre de vie, propreté, déchets, poubelles, trottoirs, voirie, espaces publics, bancs, éclairage public, nuisances, entretien, embellissement
Environnement / écologie	environnement, écologie, transition écologique, climat, biodiversité, végétalisation, arbres, îlots de chaleur, sobriété énergétique, rénovation énergétique, nature en ville
Sport	sport, équipements sportifs, clubs, gymnases, stades, associations sportives, pratique sportive, terrains, piscine, santé par le sport
Mobilités / stationnement	mobilités, transports, bus, tramway, vélo, pistes cyclables, stationnement, parking, circulation, piétons, marche, transports en commun, mobilité douce
Fiscalité / finances	fiscalité, impôts, taxe foncière, budget, finances, dépenses, dette, économies, tarifs, pouvoir d'achat, gestion financière, sobriété budgétaire
Participation / démocratie locale	participation, démocratie locale, consultation, concertation, dialogue citoyen, conseil de quartier, budget participatif, référendum local, habitants associés
Développement économique / emploi / commerce	économie, emploi, commerces, commerçants, entreprises, attractivité, centre-ville, marché, artisanat, zones d'activité, formation, insertion
Culture / animation / patrimoine	culture, patrimoine, animation, événements, festivals, bibliothèque, médiathèque, théâtre, cinéma, associations culturelles, mémoire, vie culturelle
Seniors / autonomie / dépendance	seniors, personnes âgées, autonomie, dépendance, vieillissement, bien vieillir, maintien à domicile, EHPAD, aidants, isolement, services aux aînés

C – Lexique des listes Ministère de l'Intérieur

<https://www.resultats-elections.interieur.gouv.fr/municipales2026/referentiel.html>

Notes

- ① Les écarts indiqués ci-dessous sont calculés par rapport à la moyenne de l'ensemble du corpus : un score positif

signale qu'une nuance développe davantage un thème que la moyenne générale des professions de foi, un score négatif qu'elle le développe moins.